

Loi travail: les groupes antifascistes de l'ultragauche au devant de la scène



Paris (AFP) - "Plus politisés" et "plus composites" qu'autrefois, selon le chercheur Jacques Leclercq, les groupes antifascistes de l'ultragauche, peu nombreux mais parfois très violents, sont revenus au devant de la scène avec la mobilisation contre la loi travail.

Depuis la première manifestation contre le projet de loi El Khomri le 9 mars, ces militants de l'ultragauche n'ont cessé de faire parler d'eux. Ils prennent systématiquement la tête des cortèges parisiens, sous l'oeil parfois agacé des traditionnelles organisations syndicales (CGT, FO, Unef...), et scandent des slogans hostiles aux forces de l'ordre comme: "Tout le monde déteste la police".

"C'est une sphère très difficile à cerner, qui a parfois des réactions surréalistes et des actions très violentes", explique Jacques Leclercq, auteur de l'ouvrage

"Ultragauche, autonomes, émeutiers et insurrectionnels", dans un entretien avec l'AFP. On les reconnaît à leur "dress code": "des vêtements noirs, des bottes hautes... Comme les militants de l'extrême droite, à la différence que les gauchistes ont des lacets rouges et les autres, des lacets blancs".

Ils semblent peu nombreux, mais leurs actions (vitrines cassées, murs tagués, pavés arrachés, voitures vandalisées) en marge des manifestations et leurs échauffourées avec les forces de l'ordre viennent régulièrement brouiller le message des syndicats.

Sur leur site, les "antifas" de l'AFPB (Antifascistes Paris Banlieue) se disent "dans le viseur du ministère de l'Intérieur".

Un épisode violent a de fait marqué les esprits. Alors que des policiers manifestent à Paris le 18 mai contre "la haine anti-flics" de plus en plus répandue selon eux lors de la mobilisation contre la loi travail, une poignée d'autonomes s'en prennent à une voiture de police, d'où deux agents sortiront légèrement blessés.

Les vidéos montrent plusieurs personnes cagoulées jetant de lourds projectiles sur le véhicule, cherchant à frapper l'un des deux policiers, puis tirant un fumigène dans l'habitacle avant que le voiture s'embrase. Des suspects mis en examen dans cette affaire sont des membres connus de la mouvance des "antifas".

"Ce sont des militants chevronnés, proches des milieux libertaires et anarchistes, qui viennent des ZAD (Zones à défendre, ndlr) de Sivens, Notre-Dame-des-Landes, Turin... et que l'on voit aujourd'hui aux avant-postes des manifestations sauvages", explique Jacques Leclercq.

- "Un cycle offensif" -

Sur leur site, ces militants se présentent avant tout comme "une organisation antifasciste et anticapitaliste". Une définition assez large, qui permet d'attirer vers eux "pour la première fois (...) des militants traditionnels, d'associations de gauche, des syndicalistes ou des écologistes mobilisés contre la COP21".

Une alliance entamée avec l'instauration de l'état d'urgence, lors des attentats du 13 novembre, et qui se poursuit à travers la mobilisation sociale. "Cette ultragauche est à l'affût de toutes les luttes: il y a trente ans, les redskins tapaient contre les fascistes, au début des années 2000 on retrouvait ces groupes sur les manifestations contre les sommets gouvernementaux et aujourd'hui, ils se rassemblent contre la loi travail".

C'est aussi le résultat des rassemblements successifs contre le CPE (2006), pour les retraites (2010) ou, plus récemment, pour les migrants. "Même si ce ne sont pas les mêmes générations militantes qui agissent, il y a eu comme un passage de témoin", observe Jacques Leclercq.

A deux ans du premier cinquantenaire de "Mai 68", le chercheur relève que "beaucoup de slogans, d'affiches de cette époque sont repris aujourd'hui dans les cortèges" avec des appels pour les "grèves, blocages et manifestations sauvages".

Alors qu'on croyait le mouvement antifasciste "atone" depuis le décès d'un de ses membres, Clément Méric, il y a trois ans, le 5 juin 2013 au cours d'une bagarre avec des skins d'extrême droite, l'ultragauche reprend des couleurs.

"Globalement, les antifascistes d'aujourd'hui sont moins violents, plus politisés et plus composites que dans les années 80", relève le chercheur. "Ils sont souvent surdiplômés", viennent de "milieux plus bourgeois" mais "ne trouvent pas de raison d'être à travers le travail".

La société plonge avec eux dans "un cycle offensif": "une action violente, suivie d'une répression forte". L'ultragauche cherche ainsi "à créer plus de solidarité entre groupes, et recruter de nouveaux militants dans les rangs des défenseurs de liberté".

